

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

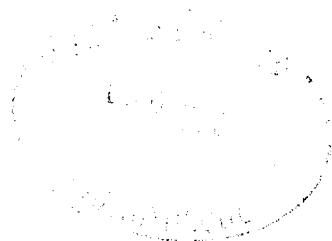
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 253
(Privé)

**Loi concernant La Laurentienne,
corporation mutuelle de gestion et
La Laurentienne Vie, compagnie
d'assurance inc.**

Présentation

Présenté par
M. Claude Dauphin
Député de Marquette



Éditeur officiel du Québec
1990

Projet de loi 253 (Privé)

Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.

ATTENDU que La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion est une corporation mutuelle de gestion issue en 1988 de la transformation de La Laurentienne, mutuelle d'Assurance en vertu de la Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance (1988, chapitre 95);

Que La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc. est une compagnie d'assurance à capital-actions issue en 1988 de la transformation de La Laurentienne, mutuelle d'Assurance;

Que La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion désire céder la totalité des actions ordinaires de La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc. qu'elle détient à une société de portefeuille qu'elle contrôlera directement en échange d'actions de celle-ci;

Que La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc. désire céder une partie de son entreprise à une nouvelle compagnie d'assurance à capital-actions qui sera contrôlée indirectement par La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion;

Que les administrateurs de La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc. et de La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion ont adopté une résolution approuvant la réorganisation et les transactions proposées;

Que les membres de La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion, seront appelés à approuver le 23 mai, lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin, la réorganisation et les transactions proposées à plus des deux tiers des membres présents ou représentés par procuration;

Qu'il est nécessaire que la Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance soit remplacée pour donner effet aux décisions des membres;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

« **ancienne Laurentienne vie** » : La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc., compagnie d'assurance à capital-actions issue en 1988 de la transformation de la Mutuelle;

« **Corporation du Groupe** » : La Corporation du Groupe La Laurentienne, compagnie constituée en 1981 en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);

« **corporation mutuelle de gestion** » : la corporation mutuelle de gestion issue en 1988 de la transformation de la Mutuelle;

« **Laurentienne vie** » : compagnie d'assurance à capital-actions constituée en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) et de la Loi sur les compagnies et contrôlée par Sécurité Financière;

« **Mutuelle** » : La Laurentienne, mutuelle d'Assurance, compagnie mutuelle d'assurance transformée en 1988 en une compagnie d'assurance à capital-actions et en une corporation mutuelle de gestion, en vertu de la Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance;

« **Sécurité Financière** » : Sécurité Financière Laurentienne Inc., compagnie constituée en 1969 en vertu de la Partie I de la Loi sur les compagnies et continuée en 1981 sous la Partie 1A de cette loi sous la dénomination sociale Le Fonds Laurentien Inc., laquelle a été changée conformément à la Loi sur les compagnies;

« **seuil de participation** » : un pourcentage de participation de la corporation mutuelle de gestion dans Laurentienne vie égal à 12 % ou tout pourcentage de participation inférieur de la corporation mutuelle de gestion dans Laurentienne vie résultant d'une émission et attribution d'actions ou d'un enregistrement de transfert d'actions approuvé conformément à l'article 23;

« **société de portefeuille** »: Laurco Inc., une compagnie constituée en 1990 en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies.

2. Une personne morale est contrôlée par une autre personne lorsque cette dernière en détient directement des actions lui conférant plus de 50 % des droits de vote et peut, du fait de l'exercice des droits de vote rattachés aux actions qu'elle détient, élire la majorité des administrateurs.

Ancienne Laurentienne vie est considérée contrôlée par la société de portefeuille et Laurentienne vie est considérée contrôlée par Sécurité Financière du seul fait que la société de portefeuille ou Sécurité Financière, selon le cas, en détient des actions lui conférant plus de 50 % des droits de vote.

3. Le pourcentage de participation de la corporation mutuelle de gestion dans Laurentienne vie est égal au résultat obtenu de l'application de la formule suivante:

$$[A \times B \times C \times D \times E] + [A \times F \times D \times E]$$

dans laquelle les lettres signifient:

A = pourcentage de participation directe de la corporation mutuelle de gestion dans la société de portefeuille;

B = pourcentage de participation directe de la société de portefeuille dans l'ancienne Laurentienne vie;

C = pourcentage de participation directe de l'ancienne Laurentienne vie dans la Corporation du Groupe;

D = pourcentage de participation directe de la Corporation du Groupe dans Sécurité Financière;

E = pourcentage de participation directe de Sécurité Financière dans Laurentienne vie;

F = pourcentage de participation directe de la société de portefeuille dans la Corporation du Groupe.

Pour les fins du présent article, le « pourcentage de participation directe » d'une personne dans une personne morale est le pourcentage que représente le nombre d'actions participantes dans l'actif de cette personne morale détenues par cette personne en qualité d'actionnaire, par rapport au nombre total d'actions participantes dans l'actif émises et en circulation.

CHAPITRE II

ANCIENNE LAURENTIENNE VIE ET LAURENTIENNE VIE

SECTION I

SIÈGE SOCIAL, OBJETS ET POUVOIRS

4. Le siège social de l'ancienne Laurentienne vie est situé dans le district judiciaire de Québec.

5. Ancienne Laurentienne vie et Laurentienne vie ont toutes deux pour objet de pratiquer l'assurance et la réassurance de personnes, conformément à la Loi sur les assurances.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, elles peuvent notamment faire des contrats :

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'invalidité, contre la maladie et contre tout autre risque de même nature ;

b) d'indemnisation, de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, de traitements dentaires, de soins infirmiers, pharmaceutiques et de tout autre frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité ;

c) de capitalisation ou de fonds d'amortissement ;

d) de rente.

Ancienne Laurentienne vie et Laurentienne vie peuvent également entreprendre ou pratiquer toute catégorie d'assurance de personnes qui peut être établie en vertu de la Loi sur les assurances ou de son règlement d'application.

6. Ancienne Laurentienne vie ne peut, sous peine de nullité absolue, céder la totalité ou une partie de ses biens ou de son entreprise en dehors du cours ordinaire de ses opérations qu'avec l'autorisation écrite de l'inspecteur général des institutions financières qui peut, à cette fin, exiger tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires.

Dans tout contrat ou document impliquant l'ancienne Laurentienne vie et se rapportant à une partie de ses biens ou de son entreprise cédée conformément au présent article, la dénomination sociale du cessionnaire est substituée de plein droit, sans formalité aucune, à celle de l'ancienne Laurentienne vie. Les instances où l'ancienne Laurentienne vie est en cause et se rapportant à telle partie

de ses biens ou de son entreprise peuvent être continuées par le cessionnaire ou contre lui sans reprise d'instance.

7. Malgré les dispositions de l'article 6, l'autorisation de l'inspecteur général n'est en aucun cas requise à l'égard de la cession à titre onéreux par l'ancienne Laurentienne vie à toute personne d'un élément d'actif faisant partie de son portefeuille de placements, y compris des actions du capital-actions de la Corporation du Groupe.

SECTION II

ADMINISTRATION

8. Malgré les dispositions de la Loi sur les compagnies, la majorité des membres du conseil d'administration de l'ancienne Laurentienne vie et de Laurentienne vie doit être élue par les membres de la corporation mutuelle de gestion. Un administrateur ainsi élu ne peut être destitué que par les membres de la corporation mutuelle de gestion.

Si le conseil d'administration de l'ancienne Laurentienne vie ou de Laurentienne vie est autorisé à choisir parmi ses membres un comité exécutif, la majorité des membres ainsi choisis doit se composer d'administrateurs élus par les membres de la corporation mutuelle de gestion.

9. L'article 55 de la Loi sur les assurances ne s'applique pas à l'ancienne Laurentienne vie et à Laurentienne vie.

SECTION III

CAPITAL-ACTIONS

10. Le capital-actions autorisé de l'ancienne Laurentienne vie est composé de 500 000 000 d'actions ordinaires, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une considération globale de 500 000 000 \$ et de 1 320 000 actions privilégiées de la catégorie A, d'une valeur nominale de 25 \$ chacune dont les droits et privilèges sont ceux confirmés par lettres patentes accordées à la Mutuelle le 21 mai 1985.

SECTION IV

HOLDINGS EN AVAL

11. La Corporation du Groupe est, en tout temps, réputée être un holding en aval au sens de la Loi sur les assurances.

Pour l'application du troisième alinéa de l'article 247 de la Loi sur les assurances à la Corporation du Groupe, on entend par « assureur » l'ancienne Laurentienne vie ainsi que Laurentienne vie et par « proportion des actions que l'assureur détient dans le holding en aval » la proportion des actions que l'ancienne Laurentienne vie seule ou la société de portefeuille et l'ancienne Laurentienne vie ensemble, selon le cas, détiennent dans la Corporation du Groupe.

Pour l'application du troisième alinéa de l'article 247 de la Loi sur les assurances à la Corporation du Groupe lorsque l'ancienne Laurentienne vie n'en détient plus d'actions, on entend par « assureur » Laurentienne vie et par « proportion des actions que l'assureur détient dans le holding en aval » la proportion des actions que la société de portefeuille détient dans la Corporation du Groupe. Pour le calcul des pourcentages auquel réfère le troisième alinéa de l'article 247 de la Loi sur les assurances, l'actif de Laurentienne vie est majoré de la valeur aux livres du placement en actions que la société de portefeuille détient dans la Corporation du Groupe.

La Sécurité Financière est elle aussi réputée être, en tout temps, un holding en aval au sens de la Loi sur les assurances.

CHAPITRE III

LA LAURENTIENNE, CORPORATION MUTUELLE DE GESTION ET LAURCO INC.

SECTION I

DENOMINATION ET SIÈGE SOCIAL

12. La corporation mutuelle de gestion a pour dénomination sociale « La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion » et sa version « The Laurentian Mutual Management Corporation ».

13. Le siège social de la corporation mutuelle de gestion est situé dans le district judiciaire de Québec.

SECTION II

MEMBRES, OBJETS ET POUVOIRS

14. Est membre de la corporation mutuelle de gestion une personne qui est propriétaire d'un contrat d'assurance établi par la Mutuelle, par l'ancienne Laurentienne vie ou par Laurentienne vie.

Chaque membre n'a droit qu'à un seul vote, quel que soit le nombre ou le montant des contrats d'assurance dont il est

propriétaire. Tout membre peut voter en personne ou par l'entremise d'un fondé de pouvoir.

15. La corporation mutuelle de gestion regroupe les propriétaires de contrats d'assurance établis par la Mutuelle, par l'ancienne Laurentienne vie et par Laurentienne vie et elle a pour objet de contrôler indirectement, en tout temps, l'ancienne Laurentienne vie par l'intermédiaire de la société de portefeuille et de contrôler indirectement, en tout temps, Laurentienne vie par l'intermédiaire de la société de portefeuille, de l'ancienne Laurentienne vie, de la Corporation du Groupe et de Sécurité Financière.

En plus des sommes déposées dans une institution dont les dépôts sont garantis par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et des placements qu'elle peut effectuer sur une base temporaire, conformément aux règles de placement des biens appartenant à autrui prévues au Code civil du Bas Canada, la corporation mutuelle de gestion peut placer ses fonds dans la société de portefeuille.

16. Malgré toute disposition contraire de la Loi sur les compagnies et de ses statuts, la société de portefeuille n'a pour objet que de contrôler directement, en tout temps, ancienne Laurentienne vie et de contrôler indirectement, en tout temps, Laurentienne vie par l'intermédiaire de l'ancienne Laurentienne vie, de la Corporation du Groupe et de Sécurité Financière.

En plus des sommes déposées dans une institution dont les dépôts sont garantis par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et des placements qu'elle peut effectuer sur une base temporaire, conformément aux règles de placements des biens appartenant à autrui prévues au Code civil du Bas Canada, la société de portefeuille peut placer ses fonds dans l'ancienne Laurentienne vie et dans la Corporation du Groupe.

17. En cas de dissolution volontaire ou de liquidation de l'ancienne Laurentienne vie, les articles 15 et 16 doivent se lire compte tenu des adaptations nécessaires.

18. Tout placement effectué contrairement à la présente section est nul de nullité absolue.

SECTION III

ADMINISTRATION

19. Les dirigeants et employés d'une personne morale affiliée à la corporation mutuelle de gestion ne peuvent constituer plus du quart du conseil d'administration de la corporation mutuelle de gestion.

Pour les fins du présent article, une personne morale est affiliée à une autre personne morale si l'une est contrôlée par l'autre ou si chacune est contrôlée par une même personne. Une personne morale affiliée à une autre personne morale est réputée affiliée à toute personne morale affiliée à cette dernière.

SECTION IV

MAINTIEN DU CONTRÔLE ET DU POURCENTAGE DE PARTICIPATION

20. Il est interdit à Laurentienne vie d'émettre et d'attribuer des actions de son capital-actions ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, Sécurité Financière devait cesser de contrôler directement, en tout temps, Laurentienne vie.

Il est interdit à Sécurité Financière d'émettre et d'attribuer des actions de son capital-actions ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, la Corporation du Groupe devait cesser de contrôler directement, en tout temps, Sécurité Financière.

Il est interdit à la Corporation du Groupe d'émettre et d'attribuer des actions de son capital-actions ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, l'ancienne Laurentienne vie, la société de portefeuille ou les deux agissant ensemble devaient cesser de contrôler directement, en tout temps, la Corporation du Groupe.

Il est interdit à l'ancienne Laurentienne vie d'émettre et d'attribuer des actions de son capital-actions ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, la société de portefeuille devait cesser de contrôler directement, en tout temps, l'ancienne Laurentienne vie.

Il est interdit à la société de portefeuille d'émettre et d'attribuer des actions de son capital-actions ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, la corporation mutuelle de gestion devait cesser de contrôler directement, en tout temps, la société de portefeuille.

21. Les premier et quatrième alinéas de l'article 20 n'ont pas pour effet de rendre inapplicables à l'ancienne Laurentienne vie et à Laurentienne vie les articles 43 à 50 de la Loi sur les assurances.

Une émission et attribution d'actions ou un enregistrement de transfert d'actions effectué contrairement à l'article 20 est nul de nullité absolue.

22. Sous peine de nullité absolue, il est interdit à Laurentienne vie, à Sécurité Financière, à la Corporation du Groupe, à l'ancienne Laurentienne vie et à la société de portefeuille d'émettre et d'attribuer des actions participantes dans leur actif respectif ou d'enregistrer un transfert de ces actions si, en conséquence, le pourcentage de participation de la corporation mutuelle de gestion dans Laurentienne vie devait devenir inférieur au seuil de participation.

23. L'article 22 ne s'applique pas à une émission et attribution d'actions ou à un enregistrement de transfert d'actions qui a fait l'objet d'une approbation expresse par les membres de la corporation mutuelle de gestion aux deux tiers des membres présents ou représentés par procuration lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin. La transmission de la circulaire accompagnant l'avis de convocation d'une telle assemblée doit être autorisée par l'inspecteur général.

SECTION V

AUTRES DISPOSITIONS

24. Les articles 88 à 93.1 de la Loi sur les assurances s'appliquent à la corporation mutuelle de gestion, en faisant les adaptations nécessaires.

25. En l'absence de disposition correspondante dans le présent chapitre et sous réserve de l'article 24 de la présente loi, l'article 88, le paragraphe 3 de l'article 89 et les articles 89.1 à 89.4 de la partie I et les dispositions de la partie II de la Loi sur les compagnies s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à la corporation mutuelle de gestion, sauf les articles 126, 129 et 130, 136.1, 139 à 141, 143 à 168, 171 à 181, le paragraphe 3 de l'article 182, les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 185, les articles 187 et 190, les sous-paragraphe *j* et *k* du paragraphe 3 de l'article 191, l'article 192, les articles 195 et 196, les sous-paragraphe *d* et *e* du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de l'article 197.

Le gouvernement peut toutefois, par décret, rendre applicable à la corporation mutuelle de gestion une disposition de la Loi sur les compagnies.

26. Les dépenses inhérentes au fonctionnement de la corporation mutuelle de gestion peuvent être assumées par l'ancienne Laurentienne vie, par Laurentienne vie ou par les deux dans les proportions convenues par écrit entre elles.

SECTION VI

DISSOLUTION VOLONTAIRE, LIQUIDATION ET VENTE

27. La dissolution volontaire ou la liquidation de la corporation mutuelle de gestion emporte liquidation de Laurentienne vie.

De même, la dissolution volontaire de Laurentienne vie, sa liquidation ou la vente de la totalité ou d'à peu près la totalité de ses biens ou de son entreprise en dehors du cours ordinaire de ses opérations emporte liquidation de la corporation mutuelle de gestion.

Malgré toute disposition contraire, l'approbation des deux tiers des votes exprimés par les membres de la corporation mutuelle de gestion à une assemblée générale extraordinaire est requise pour décider d'entreprendre ou de discontinuer la liquidation de Laurentienne vie ou une vente de ses biens ou de son entreprise visée à l'alinéa précédent.

28. La Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4) s'applique à la corporation mutuelle de gestion, en faisant les adaptations nécessaires.

29. Pour l'application de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, « compagnie » s'entend de la corporation mutuelle de gestion, « actionnaire » s'entend d'un membre de la corporation mutuelle de gestion et lorsqu'une disposition de ces lois réfère à une proportion déterminée en valeur du capital-actions d'une compagnie, cette disposition s'entend du nombre de membres correspondant à la proportion déterminée en valeur.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

30. La présente loi peut être citée sous le titre de Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion.

31. La présente loi remplace la Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance.

32. La corporation mutuelle de gestion peut céder la totalité des actions ordinaires de l'ancienne Laurentienne vie qu'elle détient à la société de portefeuille en contrepartie de l'émission et de l'attribution par cette dernière, comme entièrement payées, d'actions de son capital-actions d'un capital versé global identique à celui des actions de l'ancienne Laurentienne vie cédées.

33. Ancienne Laurentienne vie peut céder à Laurentienne vie une partie de ses biens et de son entreprise comprenant notamment les éléments d'actifs suivants :

1° son portefeuille d'assurance et de rentes collectives ;

2° ses opérations de marketing de masse ;

3° ses éléments d'actif d'exploitation, sa structure organisationnelle, ses systèmes et son achalandage.

La cession visée à l'alinéa précédent est sujette, sous peine de nullité absolue, à l'autorisation écrite de l'inspecteur général qui peut, à cette fin, exiger tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires.

Dans tout contrat ou document impliquant l'ancienne Laurentienne vie et se rapportant à une partie de ses biens ou de son entreprise cédée conformément au présent article, la dénomination sociale de Laurentienne vie est substituée de plein droit, sans formalité aucune, à celle de l'ancienne Laurentienne vie. Les instances où l'ancienne Laurentienne vie est en cause et se rapportant à telle partie de ses biens ou de son entreprise peuvent être continuées par Laurentienne vie ou contre Laurentienne vie sans reprise d'instance.

34. La cession d'actions visée à l'article 32 et la cession d'éléments d'actif visée à l'article 33 ne prennent effet qu'à compter de la date d'entrée en vigueur des articles 1 à 31 de la présente loi.

35. Les articles 32 à 34 de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*). Les articles 1 à 31 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le gouvernement après que l'inspecteur général ait donné son autorisation en vertu du deuxième alinéa de l'article 33.